



Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral de 2020

Par : L'Association canadienne de la construction

Recommandation 1 : Nous recommandons que le gouvernement fournisse le cadre et les investissements nécessaires pour améliorer la collaboration à l'échelle de l'industrie en matière d'innovation dans l'industrie de la construction.

Recommandation 2 : Nous recommandons que le gouvernement collabore avec l'industrie pour créer une main-d'œuvre inclusive.

Recommandation 3 : Nous recommandons le gouvernement finance l'application du Programme de stages pratiques pour étudiants (SWILP) de l'ACC.

Recommandation 4 : Nous recommandons que le gouvernement renforce la confiance des investisseurs.

Recommandation 5 : Nous recommandons que le gouvernement s'engage à établir un plan de 25 ans pour les dépenses d'infrastructure au Canada.

Introduction

L'Association canadienne de la construction (ACC) est le porte-parole national de l'industrie de la construction au Canada, représentant plus de 20 000 entreprises membres au sein d'une structure intégrée de quelque 63 associations locales et provinciales de la construction. Le secteur de la construction emploie près de 1,5 million de personnes et génère environ 140 milliards de dollars par année pour l'économie, soit 7 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada. La construction est, à bien des égards, l'épine dorsale de l'économie canadienne.

L'ACC et ses membres sont impatients de profiter des avantages de la technologie et de l'innovation pour améliorer la sécurité, réduire les déchets, créer une infrastructure durable et accroître la productivité en général. Nous cherchons à établir des partenariats avec tous les ordres de gouvernement, le milieu universitaire et l'industrie afin de faire progresser ces priorités et d'accroître la sensibilisation et l'accès à la technologie des personnes qui travaillent dans l'industrie de la construction.

L'industrie de la construction fait face à une grave pénurie de main-d'œuvre alors que nous nous préparons à la retraite d'environ 22 % des travailleurs au cours de la prochaine décennie. Il est nécessaire d'élaborer une stratégie visant à recruter, à garder en poste et à recycler une main-d'œuvre diversifiée, compétente et qualifiée d'un point de vue technologique afin de maintenir cet important secteur économique sain et concurrentiel. Le besoin en main-d'œuvre est important et le Canada a besoin d'un plus grand nombre de personnes qualifiées pour remplir ces rôles. Investir dans des programmes visant à remédier à ces pénuries de main-d'œuvre permettra de créer un secteur de l'emploi viable et inclusif pour les Canadiens, tout en attirant des travailleurs diversifiés et qualifiés.

L'infrastructure locale est essentielle à la qualité de vie des Canadiens et à la compétitivité de notre pays. Nous dépendons de la production d'électricité, des routes et du transport en commun, de gestion de l'eau, des hôpitaux et de l'exploitation des ressources naturelles pour fonctionner sur les plans personnel, social et économique. Afin de continuer à fournir une infrastructure fiable au Canada, nous devons nous assurer de renforcer la confiance des investisseurs et de nous engager dans une stratégie d'infrastructure à long terme. La seule façon de bâtir des collectivités durables est d'avoir un plan d'infrastructure solide et cohérent et des dépenses qui en comprennent l'entretien.

Partenariat avec le secteur de la construction en matière d'innovation

La construction est l'un des secteurs économiques les plus importants au Canada, en partie en raison de la demande mondiale de ressources naturelles et du besoin urgent de moderniser l'infrastructure du pays.

Pourtant, l'industrie canadienne de la construction accuse un retard par rapport aux autres pays industrialisés en matière de productivité, d'innovation et de technologie. Pour assurer sa croissance, il est impératif que l'innovation et le progrès technologique soient promus dans le cadre politique approprié.

Compte tenu des progrès technologiques et des changements dans notre façon de construire, le gouvernement fédéral doit prendre les devants et affecter les dépenses de manière à stimuler une innovation de niveau mondial et une collaboration qui permettront d'accroître la productivité, de renforcer la compétitivité du Canada et de contribuer au développement durable.

Recommandation 1

L'ACC demande le partenariat du gouvernement fédéral, de façon à ce que celui-ci fournisse le cadre et les investissements nécessaires pour améliorer la collaboration à l'échelle de l'industrie en matière d'innovation. L'investissement dans les progrès dans notre industrie apportera des améliorations directes et concrètes à l'économie canadienne. Il conviendrait d'encourager ces initiatives en affectant des fonds et des incitatifs spécifiques à des programmes qui aideront les entreprises de toutes tailles, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), à accéder aux technologies émergentes et durables et à les adopter.

Soutenir la main-d'œuvre de demain

Qu'il s'agisse de collectes de fonds locales pour des organismes de bienfaisance, de bénévolat ou d'achat d'équipement pour des projets communautaires, notre industrie fait partie intégrante des collectivités du pays. Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'industrie de la construction emploie environ 1,5 million de personnes. Cependant, les pénuries actuelles de main-d'œuvre laissent à l'industrie de la construction des centaines de milliers d'emplois à combler d'ici 2028¹. L'organisme de recherche ConstruForce Canada a récemment dévoilé que 261 000 travailleurs de la construction devraient prendre leur retraite au cours de la prochaine décennie, dépassant de près de 40 000 le nombre de nouvelles embauches, estimé à 221 300 personnes. L'augmentation de 4 % de la demande de main-d'œuvre signifie que l'industrie de la construction devra embaucher environ 80 000 hommes et femmes². Bill Ferreira, directeur exécutif de ConstruForce, un organisme national de la construction, a déclaré : « On estime que 261 000 travailleurs prendront leur retraite d'ici 2028, soit environ 22 % de la main-d'œuvre active actuelle³ ». Pour combler les pénuries de main-d'œuvre, notre industrie continue à promouvoir les métiers qualifiés comme une excellente possibilité de carrière à envisager pour tous les Canadiens et à séduire les étudiants dans les domaines STIM. Bien que le gouvernement fédéral ait la responsabilité de veiller à ce que toutes les industries soient un lieu de travail viable pour tous les Canadiens, une réglementation qui cible particulièrement l'industrie de la construction peut entraver la croissance et la productivité générales pour tous. L'industrie entière s'est toujours engagée à aider les collectivités, mais il est essentiel d'élaborer des politiques adéquates pour répondre à nos besoins en matière d'infrastructure et remédier aux pénuries de main-d'œuvre.

¹ David Kennedy, *The impending shortage: Canadian construction industry has 300,000 jobs to fill over next decade* (On-Site, 2019).

² David Kennedy, *The impending shortage: Canadian construction industry has 300,000 jobs to fill over next decade* (On-Site, 2019).

³ Bill Ferreira, *Rapport annuel 2018-2019 de ConstruForce* (ConstruForce Canada, 2019).

Il faut faire des recherches sur les perceptions de ce que signifie une carrière en construction pour les jeunes, les groupes autochtones, les femmes, les Néo-Canadiens et les autres groupes sous-représentés. Une stratégie nationale visant à repositionner l'image de l'industrie en tant que secteur inclusif offrant des possibilités d'avancement professionnel est essentielle pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre. En fait, ConstruForce a déclaré : « Les employeurs du secteur de la construction qui ont du succès savent que pour relever les futurs défis en matière de main-d'œuvre, ils doivent recruter dans des groupes traditionnellement sous-représentés (femmes, Autochtones, nouveaux arrivants), ce qui nécessite de créer un milieu de travail respectueux et inclusif qui est accueillant pour tous⁴. »

Les efforts de notre association par le biais des nombreuses initiatives caritatives entreprises par nos membres dans leurs collectivités locales et la mise en œuvre à long terme par l'ACC d'une stratégie de diversité est un signe de notre engagement envers les avantages apportés aux collectivités, sans qu'il soit nécessaire d'adopter une optique législative formelle. Des lois ou des règlements particuliers peuvent menacer le processus de passation de marché équitable et concurrentiel pour les marchés et les appels d'offres du gouvernement fédéral.

Recommandation 2

L'ACC demande au gouvernement de travailler avec l'industrie à l'élaboration d'une stratégie de main-d'œuvre inclusive plutôt que de créer une loi qui pourrait exposer les projets à l'ingérence politique et à des retards coûteux.

Recommandation 3

Nous recommandons que le gouvernement fédéral finance l'application SWILP de l'ACC pour placer des étudiants de partout au Canada dans des stages liés à la construction, leur permettre d'acquérir une expérience précieuse et leur offrir des possibilités de carrière.

Renforcer la confiance des investisseurs

En 2017, Statistique Canada a publié des données indiquant que l'investissement direct au pays s'élevait à 33,8 milliards de dollars – le plus bas niveau depuis 2010 et bien en deçà du sommet record de 126,1 milliards de dollars atteint en 2007.

Les retards dans l'expansion du pipeline Trans Mountain, l'imposition du programme fédéral de tarification du carbone et bon nombre des changements proposés à la législation environnementale sous la forme du projet de loi C-69 ont miné la confiance des investisseurs dans le Canada. Un taux d'imposition moins élevé des entreprises aux États-Unis et moins de risques liés aux projets, combinés à l'augmentation des coûts d'exploitation au Canada, rendent les États-Unis plus attrayants pour les investissements des entreprises.

L'ACC croit fermement que le rétablissement de la confiance des investisseurs est essentiel au maintien d'une économie nationale saine et concurrentielle. Bien que l'ACC ait accueilli favorablement la décision d'approuver le projet d'agrandissement de Trans Mountain, il est crucial que le gouvernement élimine tout défi réglementaire à la construction du pipeline. Toute autre interruption pourrait entraver l'investissement, l'emploi, l'innovation, la technologie et le développement durable.

L'ACC reconnaît que les changements climatiques constituent une menace pour l'environnement mondial et, par conséquent, elle cherche à collaborer avec le gouvernement pour appuyer les objectifs de durabilité. L'ACC représente de nombreuses petites entreprises qui contribuent au développement de l'économie canadienne, et leur succès est crucial pour le développement économique du pays. Des projets comme celui du pipeline Trans Mountain exigent une industrie de la construction forte et en pleine croissance pour mener à bien le développement.

⁴ ConstruForce Canada, *Trousse à outils sur les milieux de travail respectueux et inclusifs* (ConstruForce Canada, 2018).

Recommandation 4

L'ACC demande que le gouvernement fédéral offre certaines exemptions au secteur de la construction lourde. L'établissement de remises et de crédits d'impôt pour les entreprises qui adoptent de nouvelles technologies « vertes », l'application de la taxe sur le carbone à la pompe avant les taxes provinciales, d'accise et de TPS et l'exclusion des dispositifs anti-ralenti de la TPS ne sont que quelques-unes des exemptions qui aideraient l'industrie de la construction à demeurer concurrentielle.

Meilleure planification de l'infrastructure au Canada

Une grande partie de l'infrastructure du Canada a été construite dans les années 1960 et 1970 et est vieillissante aujourd'hui. Le gouvernement fédéral a réagi de façon appropriée en lançant des initiatives comme le Plan investir dans le Canada, qui vise à injecter 180 milliards de dollars de financement fédéral dans l'infrastructure publique sur une période de 12 ans, et la Banque de l'infrastructure du Canada, qui investit des fonds dans des projets tout en générant des revenus grâce à des capitaux publics et privés.

L'ACC craint que les niveaux de financement ne changent à la suite des élections fédérales de 2019. Les fluctuations dans la prestation du financement des projets entraînent des inefficacités dans l'ensemble du système. Le financement doit être stable, fiable et tenir compte des réalités à long terme de l'infrastructure.

Le déficit d'infrastructure et les investissements nécessaires représentent un défi majeur. Toutefois, elles offrent également une occasion historique de remplacer nos infrastructures existantes et de remodeler nos collectivités d'une manière plus durable. C'est pourquoi il est impératif d'élaborer une stratégie à long terme qui énonce les engagements de tous les ordres de gouvernement.

Recommandation 5

L'ACC croit que le gouvernement du Canada doit s'engager à établir un plan de 25 ans pour les dépenses d'infrastructure au Canada. Bien que le Plan investir dans le Canada, qui engage le gouvernement fédéral à investir 180 milliards de dollars dans l'infrastructure publique au cours des 12 prochaines années, soit encourageant, une stratégie à long terme est nécessaire pour renforcer la croissance économique du Canada.